

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

Avis informant de la tenue de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique conjointement à l'enquête parcellaire relative à l'opération dans le cadre du projet d'extension et de restructuration du groupe scolaire « Vendémiaire », à Saint-Jean-de-Moirans

Il sera procédé sur le territoire de la commune de Saint-Jean-de-Moirans, du lundi 23 mai 2022 (début de l'enquête à 16h00) au vendredi 10 juin 2022 (clôture de l'enquête à 12h00), soit pendant dix-neuf jours consécutifs, à l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique conjointement à l'enquête parcellaire relative à l'opération dans le cadre du projet d'extension et de restructuration du groupe scolaire « Vendémiaire », à Saint-Jean-de-Moirans.

Au terme de cette enquête conjointe, le préfet de l'Isère est l'autorité compétente pour prendre :

- la décision déclarant d'utilité publique le projet précité ;
- la décision déclarant cessibles les parcelles nécessaires au projet.

M. Denis Roux, urbaniste et ancien élu local, est désigné en qualité de commissaire enquêteur. Les observations du public pourront être adressées au commissaire enquêteur par écrit en mairie de Saint-Jean-de-Moirans, siège de l'enquête.

Les pièces du dossier d'enquête ainsi que les registres seront déposés en mairie de Saint-Jean-de-Moirans pendant toute la durée de l'enquête, afin que le public puisse en prendre connaissance aux jours et heures d'ouverture de la mairie, et consigner éventuellement ses observations sur les registres ou les adresser par écrit au commissaire enquêteur, en mairie de Saint-Jean-de-Moirans, à l'adresse suivante : 2, place du champ de Mars – 38 430 SAINT-JEAN-DE-MOIRANS

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public en mairie de Saint-Jean-de-Moirans pour recevoir ses observations :

- le lundi 23 mai 2022, de 16h00 à 18h00 ;
- le lundi 30 mai 2022, de 16h00 à 18h00 ;
- le vendredi 10 juin 2022, de 10h00 à 12h00.

Pour information, les jours et heures connus d'ouverture de la mairie au public sont :

- le lundi, de 15h00 à 18h00 ;
- le mardi, de 08h30 à 12h00 et de 14h00 à 17h00 ;
- le mercredi et le jeudi, de 08h30 à 12h00 ;
- le vendredi, de 08h30 à 12h00 et de 14h00 à 17h00 ;

Pendant toute la durée de l'enquête, le dossier d'enquête, le présent avis et l'arrêté d'ouverture d'enquête seront consultables sur le site Internet des services de l'État en Isère, dont l'adresse est la suivante : <https://www.isere.gouv.fr/>

A l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur transmettra son rapport et ses conclusions motivées au préfet de l'Isère dans un délai d'un mois à compter de la date de clôture de l'enquête. Ils seront tenus à la disposition du public en mairie de Saint-Jean-de-Moirans, ainsi qu'en préfecture (DRC / Bureau du droit des sols et de l'animation juridique) pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Publicité

Conformément à l'article R 131-6 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notification individuelle du dépôt du dossier à la mairie est faite par l'expropriant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, aux propriétaires figurant sur la liste établie conformément à l'article R. 131-3, lorsque leur domicile est connu d'après les renseignements recueillis par l'expropriant ou à leurs mandataires, gérants, administrateurs ou syndics.

En cas de domicile inconnu, la notification est faite en double copie au maire, qui en fait afficher une en mairie, et, le cas échéant, aux locataires et aux preneurs à bail rural.

Conformément à l'article R. 131-7 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, les propriétaires auxquels notification est faite par l'expropriant du dépôt du dossier à la mairie sont tenus de fournir les indications relatives à leur identité, telles qu'elles sont énumérées soit au premier alinéa de l'article 5, soit au 1 de l'article 6 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière ou, à défaut, de donner tous renseignements en leur possession sur l'identité du ou des propriétaires actuels.

La publication du présent arrêté est faite, notamment en vue de l'application de l'article L 311-1 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ci-après reproduit : "En vue de la fixation des indemnités, l'expropriant notifie aux propriétaires et usufruitiers intéressés, soit l'avis d'ouverture de l'enquête, soit l'acte déclarant l'utilité publique, soit l'arrêté de cessibilité, soit l'ordonnance d'expropriation".

Conformément aux dispositions des articles L311-2 et L.311-3 du code précité dans le mois qui suit cette notification, le propriétaire et l'usufruitier sont tenus d'appeler et de faire connaître à l'expropriant, les fermiers, locataires et ceux qui ont des droits d'emphytéose, d'habitation ou d'usage et ceux qui peuvent réclamer des servitudes. Les autres intéressés seront mis en demeure, par publicité collective, de faire valoir leurs droits et tenus, dans le même délai d'un mois, de se faire connaître à l'expropriant à défaut de quoi ils seront déchus de tous droits à l'indemnité.